



Libertés et droits fondamentaux

L'état d'urgence et la sécurité



L'état d'urgence, qu'est-ce que c'est ?

- 1 C'est un régime **légal** créé par la *loi du 3 avril 1955* pour faire face à la guerre d'Algérie.
- 2 Il est applicable sur **tout ou partie** du territoire de la République.
- 3 C'est un régime **dérogatoire limité dans le temps** (12 jours avec prorogation possible).
- 4 C'est un régime qui répond à un **péril imminent pour l'État**.

- 5 Il repose donc sur une **augmentation des pouvoirs de police** de l'administration.
- 6 Ce régime impacte les droits et libertés fondamentales en les **restreignant** de manière quasi **discrétionnaire** à l'initiative des autorités administratives.
- 7 De ce fait, ce régime fait l'objet d'un **contrôle parlementaire**.

En France, l'état d'urgence a été activé 3 fois : en 1960 lors de la guerre d'Algérie, en 1985 en Nouvelle-Calédonie et en 2015, en France métropolitaine.

Les pouvoirs durant l'état d'urgence

Le ministre de l'Intérieur et le préfet peuvent, tout deux, ordonner des **perquisitions** de lieux de jour comme de nuit. Une perquisition pourra donner lieu à une retenue (= maintien des personnes présentes dans le lieu pendant 4h), une perquisition par ricochet, ainsi qu'une consultation et saisie des données numériques. Ils peuvent aussi **interdire les cortèges, rassemblements et manifestations sur la voie publiques**, décider de la **fermeture de lieux** comme les lieux de culte, décider d'**interdire des réunions**...

Le préfet peut en plus faire des **interdictions de séjour**, et définir des **zones de protection et de sécurité** (fouilles, limitation de l'affluence...).

Le ministre de l'Intérieur peut, en outre, prononcer des **assignations à résidence**, pour 12 mois avec prorogation de 3 mois si besoin, sans investigation ni infraction dès lors que la personne constitue une menace à l'ordre public. L'assignation à résidence peut s'accompagner de mesures complémentaires.

Les contrôles de l'état d'urgence

Le **Conseil constitutionnel** s'est positionné sur les divers actes que peuvent prendre les autorités administratives durant l'état d'urgence. Il en a censuré certains comme les interdictions de séjour, les perquisitions, les zones de protection et de sécurité et le législateur a donc dû modifier les modalités d'application de ces actes afin qu'ils soient conformes à la Constitution.

Sinon, c'est le **juge administratif** qui est compétent pour l'état d'urgence via les recours en annulation ou les référés-liberté (alors qu'en temps normal, c'est le juge judiciaire qui est le gardien des libertés fondamentales). Même si sa compétence a pu être critiquée par certains, le Conseil constitutionnel estime cette répartition des compétences juge judiciaire-juge administratif conforme à la Constitution.

De plus, le **Parlement** vérifie que les conditions de l'état d'urgence sont toujours respectées.